

**INTERSESSIONAL PANEL OF THE UNITED NATIONS COMMISSION
ON SCIENCE AND TECHNOLOGY FOR DEVELOPMENT (CSTD)**

**Geneva, Switzerland
17 November 2025**

Contribution by Burkina Faso

to the CSTD 2025-2026 priority theme on “Science, Technology and Innovation in
the age of AI”

DISCLAIMER: The views presented here are the contributors’ and do not necessarily reflect the views and position of the United Nations or the United Nations Conference on Trade and Development

PRIORITY THEME 2: Science, Technology and Innovation in the age of AI

United Nations Commission on Science and Technology for Development (CSTD)

1. Can you provide some successful examples of how AI and data are being used to advance science and innovation in your country? *(Please describe how these applications transformed research and development practices and their impacts)*

Nos universités et centres de recherche étudient plus d'une cinquantaine d'opportunités de créations de solutions d'IA adaptées aux besoins spécifiques de notre pays. Parmi ces projets tous aussi prometteurs nous pouvons citer :

- Une plateforme de traduction, de transcription et de synthèse vocale automatiques entre le français et le mooré, facilitant l'accès à l'information pour les populations ne maîtrisant pas le français
- Une application de génération automatique de quiz à partir de supports de cours, renforçant nos capacités pédagogiques
- Une application (LegiChat) pour permettre aux usagers de poser des questions et d'avoir des réponses précises sur les textes juridiques du Burkina Faso.
- Une application (RegularBot) pour permettre aux usagers de poser des questions et d'avoir des réponses précises sur les textes de régulation des télécommunication mise à disposition par l'ARCEP du Burkina Faso.
- Des systèmes de détection précoce des maladies des plantes par analyse d'images ;
- Des algorithmes de prévision des rendements agricoles intégrant les données climatiques et agronomiques locales.

2. What specific challenges, bottlenecks, or failures have you encountered in implementing AI and data for science and innovation? What are the lessons learned?

Les principaux défis à la mise en œuvre de l'IA sont :

- La disponibilisation des données diversifiées et en quantité ;
- La disponibilisation des données dans les langues locales ;
- La faiblesse des infrastructures numériques de traitement et de connectivité ;
- L'insuffisance des ressources humaines compétentes.

Comme enseignement a tiré, il faut au préalable collecter les données de qualités, former des ressources humaines compétentes et mettre en place des infrastructures de traitement.

3. Has your country implemented national strategies or policy instruments to support AI and data for science and innovation? (Please describe how ethical considerations—such as fairness, transparency, privacy, and accountability—are being incorporated and provide relevant details such as links, budget, evaluation, or other information to characterize them)

L'intelligence artificielle représente pour le Burkina Faso une opportunité historique de transformation. Notre vision est claire : faire de notre pays un hub d'innovation souveraine en IA, développer des solutions adaptées à nos réalités, et former une génération de spécialistes capables de rivaliser sur la scène régionale et internationale.

Pour ce faire, nous avons participé à l'élaboration des lignes directrices sur l'IA et la Gouvernance des Données en Afrique Francophone avec Nyel et CITADEL. Actuellement un plan d'action d'IA nationale qui est en cours d'élaboration, s'articulera autour des points suivants :

- Renforcement des capacités humaines pour une expertise locale capable de penser et implémenter des solutions IA adaptées à notre pays ;
- Renforcement des infrastructures de calcul et de stockage ;
- Développement de pôles d'excellence en IA ;
- Déploiement de projets pilotes dans les secteurs prioritaires ;
- Soutien à l'entrepreneuriat dans le domaine de l'IA
- Établissement d'un cadre réglementaire et éthique.

4. Does your country promote open innovation or open data? If not, why? If yes, can you share specific projects and outcomes? (Please provide relevant details such as links, budget, evaluation, or other information to characterize them)

Au Burkina Faso, le Gouvernement et la société civile promeuvent activement les données ouvertes, avec des initiatives concrètes (via Open Data), et également une approche d'innovation ouverte à travers des programmes citoyens, académiques et communautaires.

- En 2024, le Burkina Faso a atteint la 27^e place mondiale sur 197 pays dans le classement Open Data Inventory (ODIN) grâce à un score de 77/100, contre seulement 50 en 2022 ;
- Le portail gouvernemental data.gov.bf a été initialisé et soutenu par la Banque mondiale, avec 261 jeux de données (éducation, santé, TIC, agriculture...), et le développement de quatre applications réutilisant ces données.

Projets emblématiques

Le projet BODI, ou Burkina Open Data Initiative, est une initiative gouvernementale lancée en 2014 pour faciliter l'accès et la réutilisation des données ouvertes au Burkina Faso. Le projet, conduit par l'Agence nationale de promotion des TIC (ANPTIC), a permis de rendre disponibles et exploitables les données publiques, notamment via un portail national et le développement de plusieurs solutions dont :

- Open Election : application conçue pour renforcer la transparence des élections de novembre 2015 ;
- Nos écoles, nos données (NENDO) : application cartographique pilotée sur des données ouvertes sur les établissements scolaires (nombre d'élèves, accès à l'eau, latrines, cantines, logements enseignants...), à l'échelle d'une commune ou ville ;
- Carteau (<https://www.carteau.gov.bf/>) :

Formation & citoyenneté

Youth Open Data : en mai 2024, lancement de la première cohorte de 20 jeunes ambassadeurs pour le Gouvernement Ouvert, formés en transformation digitale, innovation technologique et réutilisation des données ouvertes

Innovation ouverte (Open Innovation)

e-Gouvernance & logiciels libres

- Le projet e-Burkina (e-gov), au budget total de 20 millions USD, a été lancé pour déployer des services publics en ligne, moderniser l'administration, promouvoir la dématérialisation des services, et instituer l'interopérabilité entre services ;

Projet « BurkinOS »

En septembre 2024, le Burkina a annoncé le déploiement de BurkinOS, un système d'exploitation open source destiné à l'administration publique, avec formation du personnel aux outils libres comme LibreOffice. Objectif : souveraineté numérique, fiabilité, sécurité, interopérabilité.

Recherche ouverte

En juin 2025, l'Africa PID Alliance s'est associée à la Université Joseph Ki-Zerbo et au Musée national du Burkina Faso pour créer une infrastructure de recherche ouverte : attribuer des identifiants persistents (PID) aux connaissances locales, numériser et diffuser la production scientifique nationale.

Éducation et logiciel libre

- Plusieurs associations comme NTBF promeuvent l'usage des TIC et du logiciel libre dans l'enseignement (Linux, SPIP, wikis)

- Le projet Open-Education (2011) propose une plateforme éducative avec contenus hors-ligne (cours, wikipédia hors-connexion) du CP à la terminale, en collaboration avec le ministère

La plateforme LegiBurkina :

- Diffusion du droit burkinabè : LegiBurkina sert de banque nationale de données juridiques accessible en ligne. Elle contient les constitutions, lois, décrets, traités, accords et divers textes officiels burkinabè
- Accès et fonctionnalités : La plateforme permet aux utilisateurs de consulter, télécharger et rechercher ces documents depuis un navigateur web via l'adresse [legiburkina.gov.bf]

Contenus disponibles : à sa mise en ligne, elle comprenait principalement les textes de 2017 à 2024, avec pour ambition d'intégrer progressivement l'ensemble des textes publiés depuis 1954 jusqu'à aujourd'hui

5. What mechanisms are in place in your country to foster collaboration around AI and data for science and innovation among different stakeholders (e.g., university-industry, or private-public)?

Notre pays a entamé une démarche structurée pour le développement de l'IA. Le mécanisme s'appuiera sur la stratégie nationale du développement du numérique en cours de révision qui renforcera le volet sur l'Intelligence artificielle et les technologies émergentes. Ce plan, s'inscrit dans notre vision de souveraineté numérique et mobilisera l'ensemble des acteurs publics et privés. Le mécanisme prendra en compte la collaboration avec les universités pour la formation des compétences locales en IA au Burkina Faso.

6. Is your country engaged in any bilateral, regional, or international partnership aimed to foster AI for STI? (Please describe the benefits and challenges of participating in these partnerships)

Notre pays met l'accent sur la collaboration des centres de recherche pour développer l'IA. Une collaboration entre des laboratoires de recherche dans les universités, une collaboration des centres de recherche (exemple : CITADEL) au niveau national et des centres de recherche du réseau AI4D dans le cadre de la recherche. Elle permet de partager les expériences, de collaborer sur des projets de recherche à travers les co-encadrements, les visites de recherche, etc.

7. How can international cooperation enhance the use of AI and data for science and innovation to support technological capacity building in your country? In what ways can the UN CSTD contribute to this effort?

L'IA soulève des questions de financement et d'éthiques que nous devons anticiper. Une coopération sur l'utilisation de l'IA avec d'autres acteurs de l'écosystème

national et international pour le renforcement d'un cadre réglementaire est nécessaire afin de garantir :

- La protection des données personnelles ;
- La transparence des algorithmes ;
- L'équité dans l'accès aux technologies ;
- La prévention des biais discriminatoires ;
- Le financement des initiatives des start-ups capables de répondre aux besoins du marché national et régional, voire international.
- Encourager la création d'entreprises innovantes, en incitant les promoteurs de solutions d'IA.

La CSTD des Nations Unies peut contribuer à cet effort en œuvrant à des politiques internationales d'accompagnement des pays les moins avancés.